

## **Site de la Milétrie**

### **Travaux de Curage, de déconstruction, de déplombage et de désamiantage**

#### **Du bâtiment des jardins, de la serre et ses annexes**

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

#### **(C.C.T.P.)**



Janvier 2025

Maîtrise d'ouvrage :  
C.H.U. Direction des Constructions et du Patrimoine

Maîtrise d'œuvre :  
C.H.U. – D.C.P. Unité Maintenance Exploitation

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
<b>1.1</b>	<b>OBJET ET CONNAISSANCE DU PROJET .....</b>	<b>4</b>
1.1.1	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
1.1.2	CONSTAT D'HUISSIER.....	4
1.1.3	INTERVENANTS.....	4
1.1.3.1	MAITRISE D'OUVRAGE : .....	4
1.1.3.2	MAITRISE D'ŒUVRE : .....	4
1.1.3.3	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	5
1.1.3.4	DIAGNOSTICS .....	5
1.1.4	DECOMPOSITION DES LOTS .....	5
<b>1.2</b>	<b>PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>5</b>
1.2.1	REGLEMENTATION APPLICABLE .....	5
1.2.2	SURVEILLANCE DU CHANTIER.....	5
1.2.3	NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT DES LIEUX A LA FIN DES TRAVAUX .....	5
1.2.4	CONNAISSANCE DU PROJET ET DES LIEUX .....	6
1.2.4.1	CONNAISSANCE DU PROJET .....	6
1.2.4.2	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	6
1.2.5	CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE .....	7
1.2.6	GENERALITES ET INTERVENTIONS .....	7
1.2.7	DPGF .....	7
1.2.8	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS CONSERVES .....	8
1.2.9	ENVIRONNEMENT HOSPITALIER .....	8
1.2.10	LOCALISATION GENERALE DES OUVRAGES A DEMOLIR .....	8
1.2.11	PROPRIETE DES OUVRAGES DEMOLIS .....	8
1.2.12	DECHETS.....	8
1.2.12.1	GENERALITES.....	8
1.2.12.2	GESTION ET DESTINATION FINALE DES DECHETS (TRAÇABILITE).....	9
1.2.12.2.1	CLASSIFICATION DES DECHETS .....	9
1.2.12.2.2	ZONE DE REGROUPEMENT DES MATERIAUX SUR LE SITE .....	10
1.2.12.2.3	REVALORISATION, RECYCLAGE .....	11
1.2.12.2.4	TRAÇABILITE .....	11
1.2.12.3	DECHETS AMIANTES.....	12
1.2.13	BASE VIE .....	12
1.2.14	CLOTURES DE CHANTIER .....	12
1.2.15	NETTOYAGES DE CHANTIER .....	13
1.2.16	VOIRIES .....	13
1.2.17	INSTALLATION DE CHANTIER.....	13
1.2.18	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES .....	14
<b>2</b>	<b>TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET DEPLOMBAGE .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>14</b>
2.1.1	ORGANISATION SPECIFIQUE.....	14
2.1.2	EVALUATION DES RISQUES.....	14
2.1.3	MISE EN ŒUVRE .....	14
2.1.3.1	PERIODE DE PREPARATION.....	14
2.1.3.2	AVANT L'EXECUTION TRAVAUX.....	15
2.1.3.3	PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
2.1.3.4	APRES EXECUTION .....	15
2.1.4	CONFINEMENT, PROTECTIONS, ANALYSES D'AIR.....	15

Janvier 2025

2.1.4.1	CONFINEMENTS .....	15
2.1.4.2	PROTECTIONS DES INTERVENANTS.....	16
2.1.4.3	ANALYSE D'AIR .....	16
<b>2.2</b>	<b>CONTROLES VISUELS .....</b>	<b>16</b>
2.2.1	INSPECTION VISUELLE PAR L'ENTREPRISE .....	16
2.2.2	CONTROLE VISUEL PAR DIAGNOSTIQUEUR.....	16
<b>2.3</b>	<b>TRAVAUX DE DESAMIANTEGE.....</b>	<b>16</b>
2.3.1	PREPARATION.....	16
2.3.1.1	PLAN DE RETRAIT .....	16
2.3.1.2	MESURES META POINT ZERO.....	16
2.3.1.3	INSTALLATION-CONFINEMENT.....	16
2.3.1.4	SIGNALISATION.....	16
2.3.1.5	NETTOYAGE DE LA ZONE A DESAMIANTER .....	17
2.3.2	DEPOSE DE L'AMIANTE .....	17
2.3.2.1	BATIMENT PRINCIPAL .....	17
2.3.2.2	SERRE .....	17
2.3.2.3	ANNEXE 1 .....	17
2.3.2.4	ANNEXE 2 .....	17
2.3.2.5	ANNEXE 3 ET TERRAIN .....	17
2.3.2.6	DIVERS DEPOTS AMIANTES.....	17
2.3.3	RESTITUTION DE ZONE.....	17
2.3.3.1	MESURE LIBERATOIRE META NF X 43-050.....	17
2.3.3.2	RAPPORT FINAL D'INTERVENTION .....	17
2.3.4	DEPOSE DU PLOMB.....	18
2.3.4.1	DESIGNATION DES LOCAUX A TRAITER .....	18
2.3.4.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX .....	18
2.3.4.3	OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES.....	18
<b>3</b>	<b>TRAVAUX DE CURAGE-DECONSTRUCTION .....</b>	<b>19</b>
3.1	GENERALITES .....	19
3.1.1	MATERIEL DE CURAGE-DECONSTRUCTION .....	19
3.1.2	CONDITIONS DES TRAVAUX .....	19
3.2	TRAVAUX .....	19
3.2.1	ELEMENTS DU BATIMENT .....	19
3.2.1.1	MENUISERIE INTERIEURE - ELEMENT BOIS .....	19
3.2.1.2	CLOISONS DE DISTRIBUTION.....	19
3.2.1.3	COFFRES OU GAINES .....	20
3.2.1.4	FAUX PLAFOND.....	20
3.2.1.5	REVETEMENTS DE SOLS.....	20
3.2.1.6	DEMOLITION DE PLINTHES.....	20
3.2.1.7	DEMOLITION DE FAÏENCE.....	20
3.2.1.8	MENUISERIES EXTERIEURES.....	20
3.2.2	EQUIPEMENTS TECHNIQUES .....	20
3.2.2.1	ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLE, INCENDIE .....	20
3.2.2.2	CHAUFFAGE VENTILATION.....	21
3.2.2.3	PLOMBERIE SANITAIRE .....	21
3.2.3	EQUIPEMENTS DIVERS .....	21
3.2.4	STRUCTURE.....	21

---

# 1 Prescriptions générales

## 1.1 Objet et connaissance du projet

### 1.1.1 Objet de la consultation

Le présent descriptif a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées aux travaux de curage, de déconstruction et de désamiantage du bâtiment des jardins, de la serre et ses annexes.

L'entreprise devra prendre connaissance des documents et plans relatifs à l'affaire.

Ces documents devront être rigoureusement examinés lors du chiffrage, l'entreprise ne pourra réclamer aucun supplément pour toutes finitions particulières.

Avant intervention, l'entreprise vérifiera que les installations électriques et eau sont consignées.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaires, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

### 1.1.2 Constat d'huissier

Le projet se situe dans l'enceinte du CHU de POITIERS.

L'entreprise devra faire établir par un huissier un constat avec photos sur l'état avant démolition:

- des constructions situées dans le périmètre de travaux,
- des voiries d'accès jusqu'au lieu des travaux
- des ouvrages divers du voisinage.

Ce constat d'huissier sera remis au maître d'ouvrage avant le début des travaux.

En cas d'absence de remise de ce document ou de présence de suffisamment de détails sur le constat d'huissier, l'entreprise est réputée responsable du bon état des ouvrages périphériques et des accès.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun travail supplémentaire lié à quelconque problème technique résultant du non contrôle des ouvrages existants.

### 1.1.3 Intervenants

#### 1.1.3.1 Maîtrise d'Ouvrage :

Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers  
Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique  
Agora  
2 Rue de la Milétrie – C.S. 90577  
86021 Poitiers CEDEX,  
Tél : 05.49.44.43.81 - Fax : 05.49.44.39.74

#### 1.1.3.2 Maîtrise d'œuvre :

Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers  
Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique  
Agora  
2 Rue de la Milétrie – C.S. 90577  
86021 Poitiers CEDEX,  
Tél : 05.49.44.43.81 - Fax : 05.49.44.39.74

---

### **1.1.3.3 Sécurité et Protection de la Santé**

Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers  
Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique  
Agora  
2 Rue de la Milétrie – C.S. 90577  
86021 Poitiers CEDEX,  
Tél : 05.49.44.43.81 - Fax : 05.49.44.39.74

### **1.1.3.4 Diagnostics**

Les diagnostics amiantes, plomb et déchets (PEMD) avant démolition de ce projet ont été réalisés par Diag Habitat :

Amiante : 100431 V2, 114612 V2, 114987, 114988, 114989 ;

Plomb : 114612, 114987, 114988, 114989, 114994

PEMD : « 0009\_-E7\_-Dechets\_PEMD\_\_25\_02\_2025\_\_17\_00 »

### **1.1.4 Décomposition des lots**

Sans objet.

## **1.2 Prescriptions techniques**

### **1.2.1 Réglementation applicable**

Les travaux sont exécutés suivant les Règles de l'Art, et conformément à la réglementation applicable à la date d'exécution.

Les travaux sont effectués par des ouvriers spécialisés, en respectant les règlements en vigueur notamment en ce qui concerne les produits amiantés et plombés.

L'entrepreneur qui doit obligatoirement fournir avec son offre de prix, l'attestation d'assurance couvrant tous les risques liés à sa profession, est tenu de prendre toutes mesures destinées à éviter des accidents aux tiers.

### **1.2.2 Surveillance du chantier**

L'entreprise assure seule la surveillance du chantier, c'est à dire qu'elle supporte l'entière responsabilité de toutes mesures adoptées pour assurer l'exécution des travaux, la sécurité des biens et des personnes, maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier qui lui a été confié.

L'entreprise adopte seule toutes les mesures de sécurité, d'hygiène ou autres qu'elle juge utiles, le tout, sous sa seule responsabilité.

L'entrepreneur est seul responsable des contraventions aux règlements administratifs et de police en vigueur. En cas de condamnation encourue par ses préposés, ouvriers ou lui-même, l'Entrepreneur ne dispose d'aucun recours contre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou leurs préposés.

### **1.2.3 Nettoyage et remise en état des lieux à la fin des travaux**

L'entreprise doit la parfaite remise en état des terrains en fin de chantier.

Débarrassé de tous déchets et matériaux de construction, le terrain remis en forme.

---

## **1.2.4 Connaissance du projet et des lieux**

### **1.2.4.1 Connaissance du projet**

Préalablement au dépôt de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir recueilli tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution des travaux et contrôlé toutes les indications incluses dans les documents de consultation.

Le cas échéant, l'entrepreneur devra donc exécuter toutes les études et prestations diverses complémentaires ainsi que livrer toutes les fournitures supplémentaires qui s'avéreront nécessaires pour assurer le parfait achèvement des travaux.

Les coûts afférents à l'exécution desdites études et prestations diverses complémentaires ainsi qu'à la livraison desdites fournitures supplémentaires sont réputés inclus dans le prix du marché.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra opposer l'existence d'erreurs ou d'omissions figurant dans les documents d'étude et/ou de consultation (devis, plans, etc.) pour se dispenser d'exécuter des travaux lui incombant ou pour prétendre au versement d'indemnités ou à l'établissement de plus-values. Toutes les demandes de compléments d'informations devront être faites avant la remise de l'offre.

L'entreprise devra prendre connaissance des documents et plans relatifs à l'affaire. Les carnets de plans et d'annexes devront être rigoureusement examinés, l'entreprise ne pourra réclamer aucun supplément pour toutes sujétions particulières.

L'entreprise pourra procéder à des sondages, si elle le juge nécessaire et après en avoir demandé l'autorisation auprès du maître d'œuvre ou son représentant légal.

Avant intervention, l'entreprise vérifiera que les installations électriques, eau, etc.... sont consignées, les services techniques du CHU fourniront une attestation de consignation des réseaux.

L'entreprise par le fait même de soumissionner est réputée avoir pris une parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléée, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quelles que soient les méthodes et le matériel nécessaires, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

L'entreprise titulaire prendra possession de la zone de travaux telle qu'elle est le jour de la notification du marché.

L'emprise extérieure des zones du bâtiment occupées par les travaux sera fermée par l'entreprise à l'aide d'une clôture type Heras opaque boulonnée et ce pendant la durée du chantier.

L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre de l'ensemble de la signalisation nécessaire au bon déroulement du chantier ainsi que toute la signalisation annexe.

Pour trancher un éventuel litige, compétence sera seulement donnée au maître œuvre ou, à défaut, aux tribunaux.

### **1.2.4.2 Connaissance des lieux**

L'entreprise reconnaît :

- s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, leur importance, de leur nature et de leurs conditions d'exécution.
- s'être rendu sur place afin de prendre connaissance de l'état actuel des lieux, de l'emplacement du chantier et des moyens d'accès.
- avoir connaissance de tous détails liés à l'opération.

Le présent CCTP et les documents annexés doivent permettre à toutes les entreprises d'étudier le projet et d'exécuter les travaux. Il est entendu qu'il ne saurait être accordé en cours de chantier une majoration quelconque du prix pour raison d'omission ou d'impression, l'entrepreneur devant l'intégralité de la prestation nécessaire au complet achèvement des travaux. Il pourra éventuellement être accordé des suppléments pour travaux résultant d'une modification ordonnée par ordre de service signé par le maître d'œuvre.

---

En cas de doute, manque de concordance entre les documents, omissions, les entrepreneurs en référeront immédiatement au maître d'œuvre ou son représentant et ce avant la remise des offres, faute de quoi ils seraient tenus responsables des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

### **1.2.5 Constitution du dossier technique**

Le dossier de consultation des entreprises se compose des documents :

- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Photos des lieux
- Plans du site
  - o Plan de situation,
  - o Plan de localisation,
  - o Plan des réseaux,
- Plan du bâtiment
- Amiante
- Rapport de diagnostic,
- Plan de repérage,
- Plomb
- Rapport de diagnostic,
- Plan de repérage,
- Diagnostic déchets

### **1.2.6 Généralités et interventions**

L'entreprise doit avoir apprécié exactement toutes les conditions de démolition des ouvrages.

Il est conseillé à l'entreprise, de demander tous renseignements complémentaires avant le démarrage des travaux.

Un bilan global par type de déchets (Dib, béton, acier etc.) sera tenu à jour, cet élément sera à joindre au DOE.

Le stockage provisoire sur le site de déchets de démolition en vue de tri devra être réalisé de manière à :

- respecter la santé et la sécurité des travailleurs,
- éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux. Il devra faire l'objet d'une information au maître d'ouvrage.

### **1.2.7 DPGF**

Le prix forfaitaire établi dans le cadre des détails quantitatifs et estimatifs comprendra l'intégralité des ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux envisagés (tous échafaudages, appareils de montage et déconstruction nécessaires).

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaire ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'Acte d'Engagement. Étant précisé que les prix unitaires seront seuls considérés comme contractuels pour règlements des travaux modificatifs.



---

### **1.2.8 Protection des ouvrages existants conservés**

Les réparations ou remises en état nécessaires seront exécutées aux frais de l'entreprise selon les ordres que donnera le maître d'œuvre. Aucun versement ne sera fait à l'entreprise jusqu'à l'exécution de ces remises en état.

Toute dégradation devra être réparée dans les plus brefs délais, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Si l'entrepreneur ne fait pas procéder aux réparations qui lui incombent, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder, aux frais et risques de l'entrepreneur, par le procédé qu'il jugera convenable aux réparations, aux réfections nécessaires.

Il devra prendre toutes dispositions pour que son intervention ne mette en aucune façon en péril la stabilité des ouvrages environnants (vibrations, chocs, etc.) et le bon fonctionnement des ouvrages conservés.

Cette clause concerne notamment les accès et la voirie située à proximité des ouvrages qui auront été empruntés par le titulaire.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'ensemble des réseaux desservant les bâtiments mitoyens conservés.

### **1.2.9 Environnement hospitalier**

Les entrepreneurs auront conscience qu'ils travaillent en milieu hospitalier, de fait ils s'assureront que les méthodes et matériels utilisés ne créent pas de gêne envers les hospitalisés, le personnel soignant, les visiteurs et autres personnes ainsi qu'aux bâtiments avoisinants, (protection contre les vibrations, chocs, les ébranlements excessifs, la poussière, l'eau et les bruits de chantier excessifs)

Les prestations, sans exception, produisant de la poussière feront l'objet d'un arrosage en pluie. L'entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation et devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux avoisinants, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau du bruit par des dispositions appropriées. Ces dispositions sont implicitement comprises dans le prix du marché de l'entrepreneur.

### **1.2.10 Localisation générale des ouvrages à démolir**

L'entreprise doit expressément se référer aux plans et documents actuels pour déterminer les ouvrages à démolir en fonction des natures de matériaux.

### **1.2.11 Propriété des ouvrages démolis**

Tous les matériaux de démolition deviendront la propriété de l'entrepreneur.

Les matériaux qui ne seraient pas réutilisables pourront être conduits par l'entrepreneur à une décharge de son choix. L'entreprise devra en revanche fournir au maître d'ouvrage tous les bordereaux de suivi des déchets issus de la démolition. En tout état de cause, le chantier devra être débarrassé de tout matériau au terme de la démolition.

### **1.2.12 Déchets**

#### **1.2.12.1 Généralités**

Les chantiers de BTP génèrent en majorité des déchets inertes, mais également des déchets dangereux, des déchets industriels banals (DIB) et des déchets assimilables à des déchets ménagers (DMA).

Pour l'ensemble des travaux prévus sont inclus toutes les manutentions et tous les transports de matériaux, matériels et/ou équipements déposés ou démolis ainsi que l'arrosage lors des diverses déconstructions et manutentions.



---

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement des déchets hors chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (avec suivi des déchets) y compris le chargement par tout moyen.

Le lieu de dépôt, réglementaire suivant la nature des gravois, est au choix de l'entrepreneur, à toute distance et tout droit de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Lors de l'examen des filières d'élimination, il faudra privilégier celles permettant une valorisation. Les débouchés devront être, dans la mesure du possible, locaux. A cet effet, une concertation entre tous les partenaires concernés devra être recherchée le plus en amont possible afin de définir les débouchés potentiels.

Aucune emprise sur voie de circulation ne sera tolérée.

L'entrepreneur établira avant intervention un plan de curage comprenant :

- plan des ouvrages démolis,
- définition des zones d'implantation des bennes avec classification,
- la classification des déchets de chantiers prenant en compte la catégorie des déchets selon la nomenclature des déchets et, si possible, les filières matériaux,
- le recensement des filières de traitement existantes et prévues qui recevront les déchets,
- les exemplaires type des bordereaux de mise en décharge appropriés.

Tous les articles définis ci-après comprennent de la prise en charge jusqu'au traitement final des déchets.

#### **1.2.12.2 Gestion et destination finale des déchets (traçabilité)**

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie.

Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.

Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique, des déchets. Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau.

Pendant la phase préparatoire, l'entreprise fournit à la maîtrise d'œuvre les autorisations des Centres d'Enfouissement Techniques vers lesquels elle envisage de diriger les déchets issus de l'opération.

##### **1.2.12.2.1 Classification des déchets**

Actuellement, il existe trois classes de centre d'enfouissement technique :

- Classe I pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités etc...)
- Classe II pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés)
- Classe III pour les déchets inertes (produits naturels ou manufacturés : béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire etc...)

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

#### **Les Déchets Inertes (DI)**

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III. Concernant la présente opération, ils sont dirigés vers un centre de stockage de classe 3.

## Les Déchets Industriels Banals (DIB).

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc ....

Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en centre d'enfouissement de classe II.

Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.

## Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS)

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Les Déchets Amiante ciment

Concernant l'amiante ciment, (amiante non friable), l'entreprise dirige ce matériau palettisé, filmé vers un centre d'enfouissement technique de classe II ou III agréé. (Équipé d'alvéoles étanches).

Les interdits :

- Abandonner des Déchets Spéciaux sur le chantier,
- Diriger vers un CET de classe III des déchets autres que inertes – loi 92.646 du 13/07/92-
- Brûler les déchets sur le chantier – loi 96.1236 du 30/12/96 sur l'air modifiant la loi 61.842 du 2/08/61 et la loi 92-646 du 13/07/1992- (sauf cas exceptionnel de présence d'insectes xylophages – termites-)
- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes), dans des zones non contrôlées administrativement (agrément) comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

### 1.2.12.2 Zone de regroupement des matériaux sur le site

L'entreprise doit créer sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera balisée à l'aide de clôture de type « Héras ». Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux. L'entreprise propose à la maîtrise d'œuvre un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération.

Une zone est réservée au démontage au sol des matériaux issus de la déconstruction (poignées des portes, accessoires divers métalliques, vitres...).

Schéma d'organisation préconisée de la gestion des déchets

BENNES	BOIS	PLASTIQUES et AUTRES	METAUX	VERRE	CLOISON S PLATRE BRIQUES	INERTES
Liste des déchets issus de la déconstructi on sélective	Charpente bois, mains courantes, fenêtres, blocs portes, étanchéité, encadrement s bois, plinthes bois	Sols caoutchouc, moquette, dalles TP plomberie PVC, fibralite sous-sol, laine de verre, polystyrène, éléments électricité PVC.	Canalisatio s, plomb, canalisatio ns cuivre, couverture, gouttières, descentes E.P. en zinc	Verre	Plâtre, briques + plâtre, placo	Gravats, béton, Carrelag e, Céramiq ue graviers

Destination	Usine d'incinération	Centre d'Enfouissement Technique de classe II		Centre enfouissement technique de classe III	Centre d'Enfouissement Technique de classe II	Granulats pour revente avec extraction des métaux
-------------	----------------------	---	--	--	---	---

#### 1.2.12.2.3 Revalorisation, recyclage

Ces opérations ont pour objectif de réduire l'impact sur l'environnement, en termes de production de déchets par la valorisation des déchets (réemploi, recyclage ou valorisation énergétique). L'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume.

#### 1.2.12.2.4 Traçabilité

L'entreprise doit prévoir dans son offre toutes les opérations d'évacuation, de valorisation et de recyclage des déchets de chantiers. Sont inclus également les droits de décharge pour les déchets étant dirigés vers les CET.

Dans le cas de réemploi de matériaux inertes, en remblaiement sur un terrain privé, l'entreprise doit fournir avant toute évacuation, l'autorisation du propriétaire du terrain, ainsi que celui de la commune receveuse.

L'entreprise doit gérer rigoureusement ses évacuations et fournir un justificatif pour toute rotation, soit des bons de pesées, soit des factures pour revente. L'ensemble de ces documents est impérativement remis à la maîtrise d'œuvre à chaque réunion de chantier. Dans le DOE, les justificatifs sont accompagnés d'un bordereau récapitulatif par classe de produits (inertes, DIB, DIS...). La remise du DOE complet conditionne le règlement de la dernière situation de l'entreprise.

Concernant les produits amiantifères, un bordereau de suivi de déchets est établi, et remis à la maîtrise d'œuvre en fin d'évacuation.

Exemple de tableau devant être tenu hebdomadairement par l'entreprise et fourni à la maîtrise d'œuvre à chaque réunion de chantier.

MOUVEMENT DE PRODUITS TABLEAU SEMAINE N°      DATE

N° BON	DATE	TRANS ORTEUR	CODE PRODUIT	RECEVEUR	PESEE	AMIANTE	PVC	DIVERS	BRIQUE /PLATRE/PLAC O	BOIS	METAL	INERTES
Totaux												

---

### 1.2.12.3 Déchets amiantés

A la suite des travaux de désamiantage, l'ensemble des installations de confinement ainsi que les équipements de protection individuelle seront évacués dans des sacs prévus à cet usage vers une décharge agréée. Les déchets seront évacués au plus tard en fin de chantier. Aucun matériau ne sera stocké après la fin des travaux de désamiantage

Ces déchets seront conditionnés sous double emballage et devront posséder les caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention à toutes les étapes de la chaîne d'élimination.

Le conditionnement de déchets devra être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté (n° SIRET de l'entreprise qui a conditionné et n° d'ordre permettant l'identification unique du conditionnement.

Le transport des déchets d'amiante sera fait conformément aux règlements concernant le transport des matières dangereuses (par route ADR – par voie ferrée RID, ou autres).

### 1.2.13 Base vie

L'entreprise titulaire du présent marché installera tous les équipements sur les emplacements définis aux plans. L'aménagement complet du chantier est compris dans le cadre de son prix global et forfaitaire défini au marché. L'entreprise titulaire du présent marché aura à sa charge la remise en état de l'ensemble du terrain après enlèvement des installations de chantier.

Aux emplacements déterminés en accord avec le Maître d'ouvrage, l'entreprise titulaire du présent marché fournira pendant toute la durée du chantier y compris les travaux de désamiantage :

- un bungalow sanitaire comprenant lavabos collectifs, douches, et WC.
- des bungalows vestiaires et réfectoires équipés (armoires, tables, chaises...).

Les cantonnements seront en nombre suffisant et conformes à la législation.

L'entreprise devra également les branchements et raccordements sur les réseaux du CHU (eau - électricité – évacuations - etc.). Ces prestations seront réalisées en étroite collaboration avec les services de maintenance du CHU.

Il n'est pas prévu de téléphone de chantier, l'entreprise prévoira son propre téléphone portable.

Un plan d'installation de chantier devra être fourni par l'entreprise dans les 15 jours suivants la notification du marché et avant tout démarrage des travaux.

### 1.2.14 Clôtures de chantier

Elles seront de caractéristiques techniques et esthétiques de type « Héras » (ou techniquement équivalent) opaques avec plots ciment et jambes de force.

Les panneaux de clôture seront impérativement solidarisés les uns aux autres par colliers. L'entreprise devra l'entretien et les vérifications de cette clôture pendant toute la durée du chantier.

L'accès au chantier sera réalisé par la fourniture et la mise en place d'un portail sécurisé par un cadenas à code.

Les panneaux définissant les modalités d'accès au chantier et/ou en interdisant l'accès au public sont à la charge de l'entreprise.

Les clôtures seront déposées et évacuées à la fin de chantier.

L'entreprise sera tenue responsable :

- de son matériel stocké ou installé sur le chantier et de ses équipements,
- des intrusions sur le chantier.

L'Entreprise sera tenue d'empêcher par tous les moyens qu'elle jugera nécessaires la chute de matériaux quels qu'ils soient et de toutes tailles sur les voies avoisinantes et sur les abords. Elle

---

sera responsable de tout dommage et accident matériel ou de personne qui pourrait survenir en dehors des clôtures du fait des travaux.

Le déplacement éventuel des installations et clôtures pendant l'exécution des travaux suivant besoins ainsi que la remise en état des terrains après dépose des installations de chantier en fin de travaux, sont à la charge de l'entreprise.

Les dépenses afférentes à la fourniture, la pose, l'entretien et l'éclairage de toutes signalisations et barrages sont à la charge de l'Entreprise.

#### **1.2.15 Nettoyages de chantier**

L'entreprise devra le nettoyage quotidien après chaque intervention, nettoyage et enlèvement systématique de ses déblais.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, dans tous les espaces intérieurs et extérieurs touchés par les travaux, de même que ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

#### **1.2.16 Voiries**

L'entreprise émettra un plan de circulation avec matérialisation de la signalisation mise en place, des accès de chantier, plate-forme de retournement, etc.....

Toute intervention entraînant une restriction de la circulation, devra préalablement, recevoir l'accord de la maîtrise d'ouvrage et des services concernés, y compris la mise en œuvre de tous moyens de signalisation et de défense aux frais de l'entreprise.

L'entretien et le nettoyage des voies du CHU souillées par le chantier seront effectués le jour même dans toutes les directions à partir du chantier.

L'entreprise aura l'obligation de conserver les chaussées, allées et trottoirs existants dans un état constant de propreté satisfaisant. Pour ce faire, elle devra prendre, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les dispositions qu'elle jugera utiles.

Dans l'éventualité où les services du CHU jugeraient opportun d'intervenir pour effectuer des nettoyages complémentaires après mise en demeure, le règlement de la facturation de ceux-ci serait assuré directement par l'entreprise.

En cas de dégradation des voies, chaussées et trottoirs, l'entrepreneur en devra la remise en état en rapport avec le constat d'huissier réalisé avant début de chantier.

#### **1.2.17 Installation de chantier**

L'ensemble des branchements nécessaires à l'exécution des travaux et aux besoins de l'installation de chantier : électricité, eau, EU sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché. Ces raccordements seront réalisés en parfaite collaboration avec les équipes d'entretien du CHU. Tout raccordement fait sans leur présence est formellement interdit. L'installation électrique sera contrôlée par un organisme agréé.

- Coffret général de chantier y compris branchement sur réseau existant + démarches préalables,
- Eclairage général de chantier et un coffret avec une protection de 30 mA.
- Fourniture et mise en place des panneaux de chantier (chantier interdit au public et tous renseignements nécessaires...)
- Mise en place de l'aire de stationnement des bennes et barrières.
- Mise en place des goulottes d'évacuation.
- Protection des existants.
- L'eau et l'électricité seront mise à disposition par le Maître d'Ouvrage. Les frais de consommation seront à la charge du Maître d'Ouvrage. L'entreprise prendra à sa charge la mise en place d'une vanne ¼ tour sur l'arrivée AEP existante.

---

### **1.2.18 Dossier des ouvrages exécutés**

En fin de chantier, l'entreprise devra fournir des plans et documents exposants explicitement l'ensemble des travaux de dépollution et de désamiantage et curage réellement effectués, et notamment tous les bordereaux de suivi de déchets.

## **2 Travaux de désamiantage et déplombage**

### **2.1 Généralités**

Les travaux de désamiantage et déplombage concernent les ouvrages vus et reconnus dans les diagnostics amiante et plomb.

Les matériaux découverts pendant les travaux de curage seront déposés par l'entreprise, suivant la réglementation en vigueur.

#### **2.1.1 Organisation spécifique**

L'entreprise est seule qualifiée pour déterminer les équipements et/ou matériels à mettre en œuvre pour l'exécution des travaux de la présente opération (SAS – équipements du personnel et de filtration - etc.) pour assurer la protection des personnes et des biens.

L'entreprise avant toute intervention présentera le plan de principe de localisation des zones traitées et d'entrée de zone.

L'entreprise aura à sa charge toutes les dispositions induites par le respect des textes réglementaires visant les travaux de retrait.

#### **2.1.2 Evaluation des risques**

L'entreprise titulaire du marché doit procéder à une évaluation des risques afin de déterminer, notamment, la nature, la durée et le niveau d'exposition des travailleurs à l'inhalation de poussières.

Cette évaluation doit porter sur la nature des fibres en présence et sur les niveaux d'exposition collective et individuelle, et comporter une indication des méthodes envisagées pour les réduire.

Les éléments et résultats de cette évaluation sont transmis au médecin du travail, aux membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel ainsi qu'à l'inspecteur du travail et aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

#### **2.1.3 Mise en œuvre**

##### **2.1.3.1 Période de préparation**

Pendant la période de préparation l'entreprise titulaire du présent marché devra réaliser une visite commune sur le site (intérieur des bâtiments et abords) en présence du représentant du Maître d'œuvre, du CSPS et du diagnostiqueur. L'objet de cette visite sera :

établir le plan de retrait 30 jours avant le démarrage des travaux,

réaliser toutes les démarches administratives auprès des divers organismes.

établir un dossier des ouvrages à exécuter comprenant :

- le repérage des secteurs à traiter,
- les plans de zonages,
- l'implantation de ses dispositifs électriques,
- positionnement des sas d'accès et de décontamination,
- l'organisation du chantier,
- effectuer les déclarations obligatoires.

---

### 2.1.3.2 Avant l'exécution travaux

Toutes interventions sont à proscrire (perçage, grattage, etc.) tant que le confinement ne sera pas réalisé. L'entreprise aura la possibilité de déposer des matériaux non contaminés dans le bâtiment avant la mise en place du confinement.

### 2.1.3.3 Pendant l'exécution des travaux

L'entreprise devra à ses frais, le chargement, déchargement, le montage à pied d'œuvre et le démontage de tous les matériaux et matériels, tous les dispositifs de protection et de sécurité pour l'exécution de ses travaux.

Il devra mettre à disposition sur site :

- un cahier de contrôle des différents essais, des effluents provenant de la zone confinée ou douche du SAS,
- fiches d'autocontrôle et de changement des filtres pour les équipements d'extraction,
- feuilles d'entrée et de sortie des zones de confinement,
- analyses libératoires effectuées par un laboratoire agréé pour les zones contaminées,
- fiches de suivi des matériaux amiantés (déclaration du type de matériaux avec le poids, prise en charge par le transporteur).

### 2.1.3.4 Après exécution

L'entreprise titulaire doit les bordereaux de suivi des déchets et le repliement de ses installations de chantier.

## 2.1.4 Confinement, protections, analyses d'air

### 2.1.4.1 Confinements

Ce confinement sera réalisé en suivant la méthodologie suivante :

- la mise en place des branchements électriques avec disjoncteur différentiel à partir de l'alimentation mise à disposition par le CHU,
- la mise en place des branchements d'eau à partir de l'alimentation mise à disposition par le CHU,
- le montage ou installation du SAS d'accès à la zone confinée, avec raccordements électriques, aérauliques et hydrauliques,
- la réalisation de l'étanchéité de la zone de travail par bouchage de l'ensemble des passages de gaines et canalisations,
- l'obturation des entrées d'air donnant dans la zone confinée (portes, fenêtres, bouche d'aération, etc...) par condamnation des ouvrants et calfeutrement soigné de toute leur surface par fixation de film polyane de 200 microns à l'aide d'un ruban adhésif,
- la mise en place de l'installation de mise en dépression du volume de la zone de travail,
- la mise en place d'une signalisation extérieure donnant toutes indications sur le danger des travaux en cours et devant empêcher l'accès à toute personne non autorisée.



---

#### **2.1.4.2 Protections des intervenants**

L'entreprise devra la fourniture des équipements de protection individuelle pour chaque intervenant et visiteur accédant dans les zones confinées.

Les vêtements de travail jetable, non tissé, seront à usage unique et devront être éliminés au titre des déchets amiantés. Les chaussures ou bottes seront de type sécurité lavable.

L'entreprise devra fournir les descriptifs techniques des équipements de protection individuelle.

#### **2.1.4.3 Analyse d'air**

L'entreprise devra la réalisation des contrôles effectués par un laboratoire justifiant d'un agrément ministériel délivré par le ministère du travail, concernant les prélèvements et le comptage au microscope électronique.

Les résultats seront à communiquer dès réception, aux services du CHU au plus tard dans les 24H.

Des mesures d'empoussièrement dite « mesures libératoires » seront réalisées à la fin des travaux dans chaque zone par un organisme spécialisé.

### **2.2 Contrôles visuels**

#### **2.2.1 Inspection visuelle par l'entreprise**

Le titulaire du présent marché procède à une inspection visuelle pour vérifier qu'il n'y a plus de zone amiantée non diagnostiquée par le contrôleur.

#### **2.2.2 Contrôle visuel par diagnostiqueur**

A la charge du maître d'ouvrage, il sera effectué avant et après déconfinement de la zone un contrôle visuel au vu de l'Article R1334-21, (modifié par Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 - article. 4 JORF 7 septembre 2006 en vigueur le 1er novembre 2007).

L'entreprise devra informer le maître d'œuvre une semaine avant la fin des travaux.

### **2.3 Travaux de désamiantage**

#### **2.3.1 Préparation**

##### **2.3.1.1 Plan de retrait**

Sitôt le marché signé, l'Entreprise titulaire procèdera à la rédaction du PRC (Plan de retrait de Chantier). Sa rédaction et les renseignements qu'il contiendra seront conformes aux réglementations. Il fera clairement apparaître les modes opératoires de retrait de l'amiante choisis et les motivations de ses choix en fonction des caractéristiques du site.

##### **2.3.1.2 Mesures META point zéro**

Mesure réalisée avant le début du chantier de désamiantage pour déterminer l'empoussièrement initial en fibres d'amiante, sur une durée de 24 heures.

##### **2.3.1.3 Installation-confinement**

Installation de sas réglementaires et du confinement pour chaque zone traitée pour le passage du personnel, du matériel et de l'évacuation des déchets et de tous les matériels de la base vie, compris dépose des SAS et des matériels de la base vie suite à la dépollution de la zone concernée.

##### **2.3.1.4 Signalisation**

Mise en place de la signalisation de chantier avec le panneau réglementaire.

---

### **2.3.1.5 Nettoyage de la zone à désamianter**

Nettoyage de la zone à désamianter après fermeture des accès à la zone.

Tous les aspirateurs et toutes les centrales d'aspiration utilisés pour le nettoyage de surfaces et le captage des poussières d'amiante doivent impérativement être équipés de filtres à très haute efficacité.

## **2.3.2 Dépose de l'amiante**

### **2.3.2.1 Bâtiment principal**

Diagnostic réalisé par Diag habitat n°114612.

### **2.3.2.2 Serre**

Diagnostic réalisé par Diag habitat n°100431 V2.

### **2.3.2.3 Annexe 1**

Diagnostic réalisé par Diag habitat n°114987.

### **2.3.2.4 Annexe 2**

Diagnostic réalisé par Diag habitat n°114989.

### **2.3.2.5 Annexe 3 et terrain**

Diagnostic réalisé par Diag habitat n°114988.

### **2.3.2.6 Divers dépôts amiantés**

Des débris de matériaux amiantés sont au sol dans la serre et sur le terrain autour des stockages (diagnostics serre et annexe 3).

En cas de découverte nouvelle, le diagnostiqueur devra intervenir pour qualifier ces découvertes.

## **2.3.3 Restitution de zone**

### **2.3.3.1 Mesure libératoire META nf x 43-050**

Analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fin de travaux de retrait ou de confinement de matériaux friables, avant de démanteler l'enceinte de confinement.

Prestation à réaliser par un organisme spécialisé.

### **2.3.3.2 Rapport final d'intervention**

L'Entreprise procèdera à la rédaction du Rapport Final d'Intervention comprenant :

- le Plan de Retrait et ses éventuels additifs
- le journal de chantier,
- le recueil des PV et analyses, consignations, etc.
- les Certificat d'Acceptation Préalable des déchets,
- les Bordereaux de Suivi des Déchets d'Amiante et autres BSD,
- les certificats d'élimination des déchets,

- 
- le PV de réception et les levées de réserves,
  - un plan faisant apparaître les Matériaux Contenant de l'Amiante retirés, encapsulés ou non retirés.

### **2.3.4 Dépose du plomb**

Les matériaux et produits contenant du plomb seront démolis ou déposés et évacués suivant les obligations et règles définies par les textes de loi en vigueur.

#### **2.3.4.1 Désignation des locaux à traiter**

Des teneurs en plomb dans les peintures supérieures au seuil légal ont été mesurées sur différents types de matériaux / supports :

peintures sur supports métalliques (armoire, charpente, conduits, fenêtres, portes, poteaux, radiateurs)

peintures sur supports bois (fenêtres, portes)

Peinture sur supports PVC (conduits, portes)

La liste complète des matériaux comportant des teneurs au plomb supérieures au seuil légal est présentée dans les rapports de constat des risques d'exposition au plomb.

#### **2.3.4.2 Consistance des travaux**

L'entreprise évaluera les risques liés à la présence de plomb pour son personnel. L'entreprise doit préciser les mesures prises pour limiter au maximum la production et la propagation des poussières pendant la durée du chantier. Une brumisation devra notamment être mis en place dans les phases de démantèlement des superstructures afin d'éviter l'envol de poussières. Elle précise également les modes de stockage et d'élimination des déchets. Ceux-ci doivent être évacués régulièrement, conformément à la législation. Un CAP pour la prise en charge des éléments métalliques plombés devra être fourni au maître d'œuvre préalablement à leur évacuation. L'ouverture du chantier doit être déclarée à la CPAM par le chef d'entreprise (Art L461- 4 du code de la sécurité sociale). Les matériaux contenant du plomb feront l'objet d'une traçabilité spécifique à l'aide de bordereaux de suivi de déchets.

#### **2.3.4.3 Obligations réglementaires et recommandations applicables**

L'entreprise doit respecter les obligations des textes réglementaires en vigueur au moment de l'exécution de ses travaux et se conformer aux exigences contractuelles de son marché. Celles-ci sont à considérer comme minimales, puisque l'entreprise doit prendre toute disposition permettant d'atteindre les résultats essentiels suivants :

- Protéger toute personne pénétrant dans la zone de confinement ;
- Empêcher la contamination d'autres zones ou de l'environnement ;
- Restituer les locaux traités dans un état de salubrité suffisant.

Les principaux textes réglementaires et recommandations applicables au retrait de plomb sont les suivants :

- Décret n° 88-120 du 1er février 1988, modifié par les Décret n°95-608 du 6 mai 1995, n°96- 364 du 30 avril 1996 et n°2001-532 du 20 juin 2001, relatif à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés.
- L'entreprise suivra également les recommandations publiées notamment par l'OPPBTP, le Ministère du Logement, l'INRS, le Ministère du Travail et le CSTB.

---

## 3 Travaux de curage-déconstruction

Le curage sera réalisé sur l'ensemble du bâtiment.

Les travaux de curage comprennent également les prestations complémentaires suivantes:

- les échafaudages, étalements, etc. (ensemble des installations nécessaires à la sécurité),
- la manutention des déblais à l'extérieur des bâtiments y compris chargement et transport aux décharges,
- le nettoyage de fin de chantier y compris voies de circulation.

### 3.1 Généralités

Les travaux de curage concernent la dépose de tous les équipements et dépôts intérieurs du bâtiment.

#### 3.1.1 Matériel de curage-déconstruction

L'entreprise restera libre de son choix du type de matériel et de transport sous réserve que son emploi soit rendu possible par les voies d'accès, le site du chantier et les nuisances (sonore, poussières, etc...).

#### 3.1.2 Conditions des travaux

Pour l'ensemble des travaux, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune modification de son prix forfaitaire quelles que soient les conditions ou circonstances de l'exécution.

L'entreprise se chargera de toutes les démarches nécessaires pour le choix du lieu de décharge et sera la seule responsable de la mise en dépôt.

Tous les matériaux des travaux seront triés, sortis de la construction, chargés sur camion benne et transportés dans une décharge agréée.

### 3.2 Travaux

#### 3.2.1 Eléments du bâtiment

##### 3.2.1.1 Menuiserie intérieure - Elément bois

Dépose des blocs portes intérieures, châssis, etc... ainsi que toutes les garnitures, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- blocs portes avec leur quincaillerie,
- éléments menuisés,
- agencement.

##### 3.2.1.2 Cloisons de distribution

Curage des cloisons de distribution de toutes natures et de toutes épaisseurs et de l'isolation, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement

- ouvrages en plaques de plâtres sur ossature métallique, briques, carreaux de plâtre ou aluminium.
- Echafaudage si nécessaire.
- Désolidarisation des cloisons à démolir par rapport à la structure, compris sciage, ...

- 
- Démolitions des cloisons et doublages par tous moyens appropriés, compris démolitions de tous les ouvrages intégrés (bloc porte, châssis vitrés, réseaux de courants faibles et forts, revêtements muraux, faïence, plinthes, ...).
  - Evacuation des gravats en décharges spécialisées, compris tri sélectif.

### **3.2.1.3 Coffres ou gaines**

Curage des coffres et/ou gaines de toute nature, y compris la dépose d'élément d'isolation.

- ouvrages en plaques de plâtres, briques ou carreaux de plâtre
- ouvrages en bois sur ossature bois.

### **3.2.1.4 Faux plafond**

Curage des plafonds suspendus, l'ossature et les suspentes, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- plafonds en fibres minérales,
- isolation sur plafonds suspendus.
- Protection des ouvrages existants conservés.
- Echafaudage si nécessaire.
- Démolitions des plafonds par tous moyens appropriés, compris démolitions de tous les ouvrages intégrés (luminaires, ventilation, isolation,...).
- Evacuation des gravats en décharges spécialisées, compris tri sélectif.

### **3.2.1.5 Revêtements de sols**

Dépose des revêtements de sol de toutes natures, des accessoires de finition, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- Revêtement de sol en lé,
- Revêtements de sol durs

### **3.2.1.6 Démolition de plinthes**

Démolition de plinthe en carrelage et bois. Sortie, et évacuation des gravois.

### **3.2.1.7 Démolition de faïence**

Démolition de faïence et carrelage. Sortie, et évacuation des gravois.

### **3.2.1.8 Menuiseries extérieures**

Dépose des éléments de menuiserie, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement ((châssis, portes, persiennes, volets, brises soleil, fenêtres, éléments verriers, etc...)).

## **3.2.2 Equipements techniques**

### **3.2.2.1 Electricité courants fort et faible, incendie**

Vérification de la coupure de l'alimentation générale de l'installation.

---

Dépose de l'ensemble des réseaux électriques courants forts, courants faibles et de la détection incendie. (Appareillages électriques, câbles, chemin de câbles, etc...), compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- chemins de câbles,
- canalisations,
- appareillages (interrupteurs, prises, ...),
- appareillages d'éclairage,
- appareillage alarme incendie (détecteur de fumée, déclencheurs manuels, centrale d'alarme, sirène, etc...).
- armoires électriques,
- etc...

### **3.2.2.2 Chauffage ventilation**

Dépose des éléments constituant le chauffage et la ventilation mécanique et de tous les accessoires, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- chaudière
- réseaux de distribution et leurs supports,
- calorifuge,
- corps de chauffe (radiateurs),
- caissons de ventilation d'air compris les réseaux et les bouches d'extraction.

### **3.2.2.3 Plomberie sanitaire**

Vérification de la coupure de l'alimentation générale de l'installation.

Vidange de l'ensemble du réseau existant.

Dépose des installations complètes de plomberie sanitaire, compris chargement et évacuation des déchets dans un centre de traitement.

- réseaux de distribution d'eau chaude et froide en PVC et cuivre y compris les accessoires de pose,
- appareils sanitaires (bacs à laver, éviers, WC, lavabos, vasques, receveurs de douche, lave-mains, etc...),
- la robinetterie,
- réseaux d'eau usées.

### **3.2.3 Equipements divers**

L'entrepreneur prendra le bâtiment dans l'état et devra évacuer tous les encombrants, machines, équipements techniques, mobiliers, linge, déchets et documentations restant. Le chantier sera rendu propre de tous déchets.

### **3.2.4 Structure**

Déconstruction de la structure du bâtiment :

- Charpente
- Murs

- 
- Planchers
  - Fondations à 1 m de profondeur du sol